

l'Indépendance

Organe officiel du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale

VOL. 1 No 1

MONTREAL, SEPTEMBRE 1962

10 CENTS

POUR NOTRE DEUXIEME ANNIVERSAIRE

N'en déplaît à quelques "grands" du journalisme québécois qui souhaitent conglomérément sa mort, le R.I.N. publie aujourd'hui le premier numéro de son organe officiel L'INDEPENDANCE. Cette parution marquée, à peu de jours près, le deuxième anniversaire de fondation de notre mouvement.

Nous le reconnaissons, c'est encore bien modeste. Avec ses huit pages, ce journal est loin d'être le plus grand mensuel français d'Amérique. Mais c'est quand même un bon départ. Par cette publication, le R.I.N. pourra désormais maintenir un contact essentiel avec ses membres et aussi faire connaître à la population comme à la presse sa position sur les problèmes canadiens-français. Si léger soit-il en papier, L'INDEPENDANCE sera, il va de soi, un journal de combat voué à la cause de l'indépendance du Québec.

Le R.I.N. a donc deux ans. Ou devrais-je écrire: se peut-il que le R.I.N. n'ait que deux ans? Car à juger d'après sa popularité, le travail qu'il a accompli, la publicité qu'il a obtenue, la rapidité avec laquelle il a fait sa trouée et surtout l'inquiétude qu'il cause aux adversaires de l'indépendance du Québec, on croirait facilement qu'il a davantage d'années de vie. Mais non, c'est bien le samedi 10 septembre 1960 qu'une trentaine de personnes de Montréal et de Hull se rencontrèrent à Morin Heights (il faudra un jour franciser ce nom) pour jeter les bases du mouvement, adopter un manifeste, choisir un nom et s'entendre sur les principaux articles d'une constitution.

Et depuis cette date, ce ne fut que progrès. Après la fondation du R.I.N., six mois d'obscur travail d'organisation; 4 avril 1961, première assemblée publique au Gesù; début de juin, premier incident d'Ottawa; septembre, "Pourquoi je suis séparatiste"; octobre, le R.I.N. obtient sa charte; novembre, congrès des affaires canadiennes à Laval; décembre, deuxième incident d'Ottawa; janvier 1962, ouverture du secrétariat général à Montréal; mars, première campagne de sous-

cription; première moitié de 1962, une cinquantaine de causeries prononcées partout en province par les dirigeants du R.I.N.; juin, congrès spécial à Québec où l'assemblée décide de se préparer à l'action politique; été 1962, le comité politique prépare son programme; 15 septembre 1962, le R.I.N. lance son journal.

Après ces deux années d'existence, où va le R.I.N. et par quel chemin? Il va exactement là où il s'est promis d'aller: à l'indépendance du Québec.

Devant les agissements passés et les projets d'avenir, que valent les critiques lues récemment dans les journaux? Le séparatisme est-il vraiment voué à une mort plus ou moins prochaine? La réponse est évidemment non.

Dans toute révolution — et notre cause en est une — il y a deux catégories de personnes: celles qui sont en place et les autres. Et, comme par définition, une révolution ne se fait jamais par les gens en place, il ne faut donc pas s'attendre à recevoir l'appui des directeurs de grands journaux, des hommes publics, des chefs de grandes entreprises, c'est-à-dire, des arrivés et des bien assis. Mais qu'importe leur absence puisque nous avons pour nous la volonté d'un peuple assoiffé de libération. Qu'on le veuille ou non, en cette ère de décolonisation mondiale, l'indépendance du Québec est inévitable. Lentement mais sûrement, l'idée d'un Québec libre fait son chemin et ce n'est pas l'ironie ni même l'opposition acharnée de quelques-uns qui empêcheront notre peuple de se libérer. La lutte pour l'indépendance du Québec est définitivement engagée et c'est afin de la mieux livrer que le R.I.N. lance aujourd'hui son journal L'INDEPENDANCE.

Marcel CHAPUT.

INDEPENDANCE ET ACTION POLITIQUE

Durant les temps qui ont immédiatement suivi sa formation, le R.I.N. s'est consacré exclusivement à une tâche: démontrer la nécessité et la possibilité de l'indépendance nationale. Bien qu'il reste encore à cet égard beaucoup de travail à faire, on peut certes dire que l'opinion publique, au moins dans la majeure partie du pays, est maintenant sensibilisée à la question.

Mais l'indépendance, pour le Québec comme pour toute autre nation, est lourde de conséquences. Elle n'implique pas tellement de problèmes nouveaux mais donne une perspective nouvelle à la plupart des problèmes traditionnels de notre société. Elle impose donc et permet à la fois des solutions inédites qu'il importe de définir et de proposer à la nation. De plus, l'indépendance amènera le Canada français à assumer lui-même nombre de tâches dont jusqu'ici il a laissé le soin à d'autres, souvent pour son malheur. L'indépendance a donc pour conséquence immédiate la nécessité d'une transformation profonde de nos institutions et de la mentalité de notre société et c'est là ce que nous appelons "la révolution nationale".

Devant le réveil général que l'on constate chez le peuple québécois, réveil qui résulte en partie de l'activité du R.I.N. on pouvait croire que nos institutions nationales et particulièrement nos partis politiques accepteraient des responsabilités nouvelles et s'engageraient sérieusement dans l'oeuvre de rénovation nationale. Or il n'en est rien. Les partis politiques sont manifestement dépassés par les événements. On en voit un exemple frappant dans la pusillanimité du gouvernement à l'égard de la nationalisation de l'électricité.

Malgré tous les grands discours et les déclarations fracassantes sur la "libération" économique et la mission de "l'Etat du Québec" il est maintenant évident que la véritable libération ne se fera pas si nous ne la faisons pas nous-mêmes, ou tout au moins si nous ne

sommes pas prêts à la faire nous-mêmes. Ce que nous voulons, ce n'est pas simplement modifier quelques lois, c'est transformer un pays colonisé en une démocratie libre et dynamique. Pour effectuer cette transformation, nous ne pouvons plus compter sur les autres.

A son dernier congrès, le R.I.N. s'est engagé à chercher des solutions à tous les grands problèmes de la nation (voir pp. 4, 5). Il faudra maintenant que nous nous engageons à appliquer ces solutions. Cet engagement débouche nécessairement sur l'action politique.

L'action politique ne peut être exercée que par un "groupe de pression" ou un parti. C'est là l'option qui s'offre au R.I.N. Or, lorsqu'il s'agit de questions d'intérêt national, la méthode des groupes de pression n'est pas précisément démocratique. En outre, si les groupes de pression peuvent obtenir, souvent par des moyens qui ressemblent fort à du chantage, des mesures particulières, il leur est impossible de réaliser une politique globale et coordonnée. La façon démocratique de procéder, lorsqu'on veut effectuer la transformation d'une société, c'est de proposer des réformes à la population et de lui demander de signifier son accord en portant au pouvoir ceux qui s'engagent à réaliser ces réformes. Pour des raisons de morale politique autant que d'efficacité seul un parti politique peut être en mesure d'apporter à notre société les changements que nous réclamons.

Bien entendu, le fait de devenir parti politique ne veut pas dire qu'on doive, à la première occasion, plonger les yeux fermés dans la lutte électorale. Les modalités de l'action restent à déterminer en fonction des circonstances et des opportunités. Mais il est essentiel que le R.I.N. décide maintenant jusqu'où il veut pousser son engagement envers la nation québécoise. C'est ce que les membres seront appelés à faire à leur prochain congrès, en octobre.

André d'ALLEMAGNE.



R. I. N.

LE SEPARATISME
EST MORT
VIVE
L'INDEPENDANCE!

(PAGE 2)

A QUEBEC
LE
R.I.N. S'EST
ENGAGE

(PAGE 4 et 5)

LE
MONDE
A LES YEUX
SUR NOUS

(PAGE 6)

COUPS
DE
FILET
PAR SIMON

(PAGE 8)

LE SEPARATISME EST MORT...

VIVE L'INDEPENDANCE

Au cours des dernières semaines, deux journaux de la métropole ont prononcé en éditorial leur oraison funèbre sur le séparatisme. Selon M. Yves Michaud de *La Patrie*, "Le séparatisme est mort... il a vécu le temps d'une illusion. Le temps d'un espoir". Selon M. Gérard Pelletier de *La Presse*, "La vague séparatiste s'est perdue dans les sables".

LE CAS MICHAUD

QU'EN EST-IL, AU JUSTE ?
Voyons d'abord ce que dit M. Michaud...

Après avoir passé en revue l'activité du R.I.N. depuis un an, il conclut: "Puis vint le silence, l'enveloppant silence, le morne silence". Pourtant, chaque semaine, et même plusieurs fois la semaine, les journaux publiaient quelque déclaration ou commentaire de quelque société ou individu au sujet de l'indépendance du Québec, du séparatisme.

Pour expliquer ce "silence", M. Michaud cite son collègue, M. Pelletier: "Il est temps que les séparatistes se rendent à l'évidence; on ne bâtit pas une politique sur la seule notion d'indépendance. Les programmes à un seul article sont révolus. Y revenir, ce serait régresser". Décidément, M. Michaud ne lit dans *La Presse* que les articles de M. Pelletier, sans quoi il n'aurait pas manqué d'y relever, dans le numéro du 11 juin précédent, en première page et coiffé d'un titre sur sept colonnes, le texte in extenso des résolutions adoptées par le mouvement à son congrès de Québec (voir pages 4 et 5) où le R.I.N. s'est engagé "à opérer une réforme profonde de notre société... à étudier tous les problèmes de la société québécoise, à repenser les structures de la démocratie et à élaborer un programme politique national". Non, cela n'intéresse pas M. Michaud.

Il explique notre "décès" en ces termes: "L'erreur du mouvement séparatiste, c'est d'avoir écarté au départ le postulat d'un lent et méthodique redressement de la conscience démocratique au Canada français", alors que le R.I.N. prétend que l'indépendance sera la plus claire manifestation de la conscience démocratique du Québec. En réalité, le R.I.N. a écarté au départ le postulat d'un lent et méthodique redressement de la conscience démocratique au Canada ANGLAIS. "Le salut, poursuit-il, n'est pas dans l'indépendance, (nous prétendons, nous, qu'il est dans l'indépendance précisément parce que) il est d'abord et avant tout dans la restauration de l'Etat, dans la consolidation de structures politiques qui permettront à chaque citoyen de vivre décemment, de participer pleinement à l'exercice du pouvoir", toutes choses que le régime actuel ne permet pas au citoyen canadien-français.

A partir de là, dans son article, M. Michaud glisse rapidement dans l'incohérence. Il reproche aux indépendantistes "citoyens frustrés d'un pays où les 'French Canadians' ne servent à toutes fins pratiques qu'à ajouter un peu de pittoresque au folklore national" d'avoir cru que l'indépendance "était la grande solution... parce que, selon lui, elle compromettrait les chances de la démocratie (!)"

"ce qu'auraient compris, selon lui, 'les hommes courageux qui ont naguère constitué l'opposition au duplisme'". Voilà la phalange des vrais héros! Tout de même, Monsieur Michaud, ces luttes contre Duplessis, vous en parlez comme si vous et vos héros vous l'aviez tué dans l'arène au combat. Vous oubliez qu'il est mort de sa douce mort et au faute de sa puissance et que vous n'avez jamais réussi à le déloger de son vivant.

SI LE MORT BOUGEAIT

Puis, notre éditorialiste a cette phrase étonnante: "Je ne dis pas que l'indépendance n'est pas la vocation naturelle et historique du Canada français". Car ce "mort" auquel on allonge allègrement le coup de pied de l'âne, si, par hasard, on l'avait enterré avec trop de précipitation, s'il allait bouger, se révéler plus fort que jamais. Il sera bon alors de pouvoir dire: voyez ce que j'écrivais naguère. "Je ne dis pas que l'indépendance n'est pas la vocation naturelle et historique du Canada français. Lorsque nous aurons formé chez nous une ou deux générations de démocrates. Pas avant!... Essayons donc de bâtir la démocratie et l'indépendance viendra peut-être par surcroît".

Et bien non! Il est inadmissible que le rédacteur en chef de *La Patrie* se moque ainsi de ses lecteurs. Qu'y a-t-il de sérieux derrière ce souci, chez tous ces confédéralistes, de voir s'épanouir la démocratie au Québec avant de réclamer l'indépendance à l'égard d'un régime qui est la négation même de la plus élémentaire démocratie? C'est à croire que ce sont ces messieurs seuls qui savent ce qu'est la démocratie, que c'est eux qui l'ont inventée, qu'elle est leur petite chose à eux. Pourtant, cette constitution "canadienne" qu'ils acceptent et qu'ils encensent et qu'ils veulent nous voir accepter comme eux, qu'est-ce au fond sinon l'écran de papier derrière lequel se dissimule l'arrogance de la "démocratie" majoritaire anglophone qui refuse ses droits à la minorité que nous sommes. La voilà la démocratie à laquelle ils se sont ralliés: cette confédération qui consacre l'hégémonie anglo-canadienne sur la politique d'Ottawa (et même de Québec) et

l'hégémonie des capitaux anglo-américains sur notre économie anti-humaniste et anti-démocratique.

Et alors on écarte du pied le "séparatisme", on remet ses pantoufles, on se rassoit sur ses lauriers anti-duplessistes et on conclut: "Quand le peuple sera moins ignorant, quand il aura appris à être 'compétent', à être démocrate, dans deux générations, 'pas avant!', quand vous et moi n'y serons plus alors seulement, l'indépendance lui viendra par surcroît. Notre culture à nous n'est pas en danger. Nous autres, nous sommes indépendants". Voilà les démocrates qu'ils sont; voilà la démocratie "canadienne" que les québécois commencent à vomir.

Ce vocable de "séparatisme" pouvait-il avoir une fortune meilleure que sous la plume de cette prétendue élite, pour désigner avec dédain notre aspiration à l'indépendance qui partout et toujours dans l'histoire a été considérée par les hommes d'honneur comme la plus noble vertu civique, comme la cause la plus sacrée à laquelle le citoyen puisse se donner. Oui, que le séparatisme meure car l'indépendance que prône le R.I.N. n'a rien de commun avec cette idée mesquine, qu'on nous prête, d'une société repliée sur elle-même et isolée du reste du monde. C'est au contraire contre cet isolement que nous impose la Confédération que nous nous révoltons.

LE CAS CHAPUT

"Un peuple est grand quand il produit de grands hommes..." Cette réflexion de Duhamel que reproduit *La Patrie* sous la photo de M. Chaput, révèle un autre trait du caractère de ceux qui refusent l'indépendance sans être "contre": l'attente du "messie", l'appel du héros, la soif du mythe. Ce trait a pu être dans le passé une caractéristique nationale, mais le R.I.N. le répudie et souhaite le voir disparaître avec la génération des "ralliés". M. Chaput n'est peut-être pas un grand homme (l'histoire, d'ailleurs, en jugera, et mieux qu'eux) mais au R.I.N., nous sommes assez satisfaits de lui. Ce n'est pas lui qui va faire l'indépendance pour nous. C'est nous qui la faisons avec lui... et avec d'autres. Ce n'est pas nous qui avons parlé de "chaputisme"; nous ne cherchons pas de héros, nous ne voulons pas de prophète, nous cherchons des hommes qui veulent être libres. Non pas libres tout seuls dans leur coin, mais libres dans la rue, libres à l'ouvrage, des citoyens libres dans une nation libre.

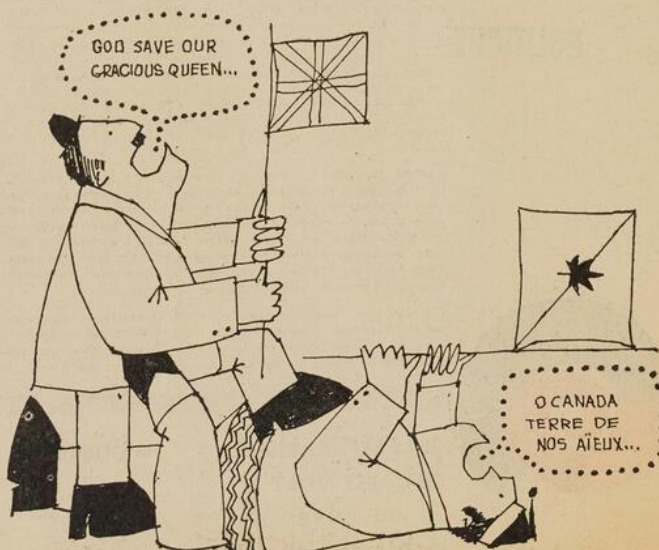
Il y a de grandes tâches à accomplir au Québec et dans le monde, des tâches urgentes au premier rang desquelles nous plaçons la création d'une société meilleure et plus démocratique pour nos concitoyens. Nous n'avons plus le temps ni le goût de consacrer la moitié de nos énergies à convaincre des anglo-saxons butés que nous aussi nous avons le droit de vivre, de respirer, d'être res-

pectés, d'être traités comme des hommes, et cela, sans avoir à faire, en deux langues ou plus, la preuve de notre "compétence" ou de notre mérite. Nous ne sommes pas dignes, selon nos "démocrates" compatriotes anglophones et nos "ralliés", de partager avec eux le statut de citoyens à part entière dans tout le Canada? D'accord. Brisons là. Nous ne demandons qu'une chose: vivre à notre façon dans un Etat à nous.

LA NOUVELLE DROITE

Voyez-vous, nous autres, au R.I.N., ce n'est pas le citoyen québécois et son manque de sens démocratique que nous craignons. C'est au contraire l'influence sur lui d'une certaine élite — dont sont MM. Michaud, Pelletier et Cie — qui n'a jamais voulu lui faire confiance, l'a toujours traité en enfant, lui a toujours refusé le droit d'assumer totalement ses responsabilités, comme le font encore aujourd'hui ces messieurs, sous prétexte qu'il n'était pas assez mûr, pas assez formé, pas assez compétent ou pas assez démocrate. Nous, nous ne luttons pas pour des abstractions: la Démocratie avec un grand D à laquelle on n'a droit que lorsqu'on la Mérite avec un grand M. la démocratie est-elle parfaite en quelque pays déjà indépendant? Est-elle plus parfaite au Canada anglais que chez nous? a-t-on "mérité" l'indépendance par son sens démocratique dans ces provinces dans lesquelles on brime les droits des Canadiens français,

(Suite à la page 6)



QUAND ON EST SI BIEN ENSEMBLE, POURQUOI SE SÉPARER.....

SUGGESTION A ETUDIER

Dans LA PATRIE du 6 septembre, M. Hervé Lévesque avançait une idée qui a retenu l'attention de plusieurs. Cette suggestion consistait à remplacer par des fonctionnaires québécois touristiques maladroits québécois "les guides touristiques français", touristiques malveillants pour les Canadiens français "qui font visiter Montréal et Québec aux touristes".

Il faudra étudier cette suggestion très sérieusement avant la prochaine saison du tourisme.

INFORMATION

QUI PAIE LE JOURNAL?

Cette question peut s'interpréter de deux façons: d'abord, qui reçoit gratuitement une copie du journal et qui doit l'acheter à 10 cents l'exemplaire ou à un dollar l'abonnement de douze numéros? Et ensuite, qui défraie le coût d'impression?

A la première question, il faut répondre que TOUS les membres du R.I.N., militants, actifs ou sympathisants ont droit à un exemplaire gratuit du journal L'INDEPENDANCE, exemplaire qui est censé leur être remis par un membre de leur section. Les membres du R.I.N. qui ne reçoivent pas leur copie doivent donc communiquer avec le président de leur section ou aviser la direction.

Les autres personnes achètent leur exemplaire au kiosque à journaux ou s'abonnent.

Les membres du R.I.N. sont donc invités à vendre des abonnements à leur journal L'INDEPENDANCE.

A la deuxième question: qui défraie l'impression de L'INDEPENDANCE, la réponse est: la maigre caisse du R.I.N. L'impression du journal est donc considérée comme une des multiples dépenses courantes du R.I.N. C'est dire que le R.I.N. a besoin de l'appui financier de ses membres et des partisans de l'indépendance du Québec pour publier ce journal.

"Être responsable c'est prendre des risques, c'est gagner quelques fois, perdre d'autres fois, c'est choisir, c'est diriger sa propre vie."

Jean-Jacques Servan-Schreiber
L'Express — 2 août 1962

"Le régime colonial, par définition, ne forme pas des élites, mais des domestiques."

Ferhat Abbas

LA CAUSE DE L'INDEPENDANCE DU QUEBEC A BESOIN DE VOUS ENROLEZ-VOUS DANS LE R. I. N.

COUPS DE FILET

Paradoxe: c'est aujourd'hui la mode chez nos intellectuels de se dire de gauche. Or, la mode est une forme de conformisme, et le conformisme une attitude de droite.

Les notions de gauche sont extrêmement fluides, on le sait. Cependant les mettre en doute vous classe immédiatement dans le camp adverse auprès des plus chauds partisans de cette dualité: à droite à une époque de ferveur gauchiste et à gauche à une époque de foi droitiste.

Définir la gauche et la droite est toujours à recommencer. Toutes les générations s'y essaient depuis 150 ans. Voici que le sympathique trouble-fête du ministère provincial, M. René Lévesque, y est allé de sa définition, à son tour:

"Les gens de gauche, a-t-il dit en substance, cherchent à adapter les institutions aux hommes, alors que les gens de droite cherchent à adapter les hommes aux institutions."

Adoptons ce critère, et toutes les étiquettes actuelles vont sauter. Dans quelle catégorie se classeront, après le grand remue-ménage, les défenseurs attitrés du régime 1867? Probablement à gauche, si on les laisse faire, mais à gauche de quoi? Des royalistes et des fascistes, qui n'existent que dans leur imagination. Autrement dit, ils prendront place au milieu de l'aile conservatrice, tout en se proclamant de gauche. Et tout sera à recommencer encore une fois, et M. Lévesque aura parlé en vain.

Néanmoins nous avons rédigé, pour rire, un petit questionnaire propre à faciliter le reclassement de nos intellectuels du point de vue gauche et droite. Les réponses affirmatives situent à droite, et les négatives à gauche, au centre ou dans la neutralité absolue, selon la valeur du non.

1. Le mot "confédération" vous inspire-t-il un profond sentiment de respect et de sécurité?
2. Ressentez-vous une grande pitié filiale devant le tableau des "Pères de la Confédération"?
3. Votre première réaction devant un nouveau tiers parti est-elle de méfiance et d'agacement?
4. L'idée de l'indépendance politique vous semble-t-elle d'autant plus acceptable qu'elle s'associe à des contrées plus éloignées?
5. Vous semble-t-il anormal de revendiquer l'indépendance contre un peuple anglo-saxon?
6. Le libéralisme et le conservatisme représentent-ils pour vous les pôles extrêmes des options politiques?
7. Vos tentations d'anticléricalisme vous viennent-elles d'ordinaire à des moments de rêverie où le clergé vous apparaît comme peu accordé aux réalités nord-américaines de notre siècle?
8. La notion psychologique de l'adaptation vous pousse-t-elle à vous conformer inconditionnellement à l'usage anglo-américain en matière de langue, de culture, d'activité économique et d'organisation sociale?
9. Devez-vous surmonter votre respect humain pour vous affirmer en tant que citoyen de la province "pas comme les autres"?
10. Dans un groupe anglo-canadien, vous sentez-vous tenu d'assimiler Duplessis à Hitler, à Trujillo ou à quelque autre tête de Turque?

11. Vous paraît-il inconvenant, de la part du général de Gaulle, de ne pas se soumettre à l'"ordre" anglais ou américain, à la "pax americana"?

12. Parlez-vous plus volontiers de la révolution algérienne que de la révolution cubaine?

L'"autre" M. Lévesque — pas le cauchemar de la Shawinigan — estime que le Québec tire de l'arrière par rapport au reste du Canada, en matière de politique et de culture. Notre belle province est gangrenée, paraît-il, par le séparatisme et les idées noires de nos hommes de lettres.

Pour ma part, je crois que cet énoncé démontre que M. Lévesque a la berlue, qu'il ne distingue plus l'avant, l'arrière et les côtés. N'est-ce pas que le séparatisme correspond à une tendance "latéraliste", plutôt que rétrograde ou progressive?

Pour ce qui est de la littérature des autres provinces, qu'elle soit optimiste ou pessimiste, comme la nôtre, peu importe: personne ne la connaît, pas même les Anglo-Canadiens.

Bref, le mieux des trois Lévesque n'est évidemment ni l'"autre", ni le "père".

Selon M. Gérard Pelletier, l'école neutre est affaire de justice et d'équité. Il propose de recenser les enfants qu'il y aurait lieu de soustraire à l'école confessionnelle.

J'admire ce souci de justice et d'équité chez le directeur de LA PRESSE, mais je m'interroge sur les vertus d'un recensement. Nous avons dénombré les victimes de l'iniquité des neuf autres provinces, et qu'en est-il résulté? Le problème est classé, et personne n'en parle plus, pas même M. Pelletier, ami déclaré de la démocratie, de la justice et de la liberté.

Si un recensement démontre qu'il y a au Québec cent fois moins de neutres que de Franco-Canadiens dans les provinces anglophones, que fera M. Pelletier? Se taira-t-il cent fois plus devant l'iniquité scolaire québécoise que devant l'iniquité scolaire anglo-canadienne, dont il ne souffle jamais mot, du reste?

Vive l'égalité scolaire pour tout le monde, pour les neutres du Québec et pour les Franco-Canadiens des autres provinces!

Mort au journalisme borgne!

"Le droit à l'indépendance empoisonne la politique..."

Qui a tenu ces propos dictatoriaux et colonialistes? Et à quelle époque reculée?

Détrompez-vous: ces propos appartiennent à l'actualité canadienne. Nous les devons à un professeur en sciences politiques de l'Université d'Ottawa, M. Jean-Luc Pépin, dont la tête est de plus en plus connue des fidèles du "petit écran".

M. Pépin est appelé à une grande carrière de penseur politique, personne n'en doute plus maintenant.

Je le croyais arriviste. Erreur, c'est un "arrivé".

Le dirigisme monétaire est-il de gauche ou de droite? Hitler et Staline l'ont pratiqué simultanément. Aujourd'hui M. Caouette le préconise.

Il est de gauche ou de droite, selon vos dispositions pour M. Caouette et votre attitude envers le communisme et le fascisme.

SIMON

LEPAGE AUTO LTEE

LE SUPER - MARCHE DE L'AUTOMOBILE

5300 EST, RUE SHERBROOKE

MONTREAL

CLairval 4-7111

L'INDEPENDANCE

ORGANE OFFICIEL DU RASSEMBLEMENT POUR

L'INDEPENDANCE NATIONALE

2157, RUE MACKAY, MONTREAL

Imprimé par l'Imprimerie Mercier Ltée

1783, Avenue de l'Eglise

MONTREAL

Marcel CHAPUT

Directeur

Rapport du Comité Poli

ADOpte AU CONGRES DE

Le comité politique du R.I.N. a été créé par le conseil central pour répondre à l'intérêt que manifeste un nombre croissant de nos membres à l'égard de la réalité politique québécoise, c'est-à-dire de tous les problèmes de notre société.

Il était très clair, depuis quelque temps déjà, que pour beaucoup, proposer l'indépendance tout court devenait insuffisant. "Comment atteindrons-nous l'indépendance et, après l'indépendance, que sera le Québec libre ?" se demande-t-on de plus en plus.

Le comité politique s'est donc réuni. Il a étudié la nature du R.I.N. et de son action dans le passé. Il s'est demandé si cette action était efficace et si elle pouvait nous garantir le succès. Il s'est interrogé sur l'avenir du R.I.N. Aujourd'hui, nous vous livrons les conclusions de notre étude.

Proposer l'indépendance de son pays, c'est engager ses compatriotes dans une aventure qui, éventuellement, va bouleverser profondément leur vie personnelle. A-t-on suffisamment songé à tout ce qu'entraîne une option comme la nôtre ?

Jusqu'ici, le citoyen du Québec a pu se désintéresser de la politique parce qu'il était un étranger dans son propre pays. Les partis politiques qui briguaient ses suffrages étaient soudoyés par les capitaux anglo-américains et pris dans l'étau de la Confédération. Ils n'ont jamais servi les intérêts de la nation qu'après avoir servi d'abord les intérêts de leurs bailleurs de fonds et ceux de leurs maîtres à Ottawa.

De plus, et ce qui est beaucoup plus grave, la Confédération a privé le Québec de tout pouvoir politique véritable, de tout pouvoir politique national. Pendant que nos élus, ici à Québec, construisent des routes et des ponts, la véritable politique, c'est à Ottawa qu'elle se fait. Et là-bas, est-il besoin de le rappeler, le Québécois francophone était et demeure doublement un étranger.

Cette situation a eu pour résultat de maintenir le peuple dans une insouciance, pour ne pas dire une léthargie totale à l'égard de tous les véritables problèmes politiques nationaux. Le citoyen québécois, à part le ridicule privilège qu'il a de voter pour des représentants dont on ne tient aucun compte à Ottawa, — et c'est pour condamner cette parodie

de la démocratie que nous devons nous faire un devoir de nous abstenir de voter le 18 juin, à part ce dérisoire droit de vote, le citoyen québécois, depuis un siècle et plus, a été tenu à l'écart de la vie politique de son pays.

Nous nous retrouvons, sous ce rapport, dans une situation psychologique pire que celle des peuplades les plus primitives soumises au joug d'un pays colonisateur.

Ajoutons, à cette situation déjà critique, une éducation qui, depuis un siècle, enseigne à nos élites comme à tout le peuple que la première des vertus est la soumission à l'autorité, le respect du statu quo, la méfiance à l'égard de la politique et le refus de tout changement.

Et aujourd'hui, c'est à ce peuple contre lequel se sont conjuguées toutes les forces de l'asservissement, ce peuple qui, désabusé, est de plus en plus enclin à placer au premier rang de ses préoccupations la poursuite de la sécurité et du confort matériel, qu'il veut sublimer en les appelant les "facteurs économiques", c'est à ce peuple que nous proposons l'indépendance. Or, l'indépendance est une aventure. Une aventure qui peut déboucher sur la liberté de l'homme, sur sa grandeur et sur sa dignité, mais une aventure pleine de risques et qui peut apporter aussi, avec l'indépendance politique, une sujétion économique encore plus grande, une tyrannie nouvelle sur les esprits.

Au comité politique, nous avons songé à ces choses et nous sommes persuadés que cette aventure de l'indépendance, le peuple n'en assumera les risques que si nous orientons l'action du R.I.N. vers une transformation profonde des esprits et de la société dans laquelle nous vivons.

Sans doute, l'indépendance, nous pourrions la faire très bientôt. En renonçant à la ligne de conduite que le R.I.N. a suivie jusqu'ici, en misant sur le fanatisme que l'on peut soulever chez les foules, par la description des injustices dont nous sommes victimes, en ayant recours à tous les trucs de la démagogie, nous pourrions faire descendre dans la rue des phalanges d'hystériques qui feraient l'indépendance contre les Anglais.

Mais nous nous retrouverions, au lendemain de l'indépendance, dans un état pire que celui dans lequel nous sommes, avec un peuple mal préparé à assumer les lourdes responsabilités des citoyens d'un

Etat libre, avec une élite en grande partie hostile, avec une politique nationale incohérente, à la merci de tous les aventuriers, tous les exploitateurs, tous les colonisateurs qui ne manqueraient pas de nous asservir de nouveau.

Nous voulons faire l'indépendance non pas contre le Canada, mais pour le peuple québécois. Nous voulons la faire non pas par simple vanité, parce qu'il convient d'être indépendant. Nous voulons l'indépendance parce qu'elle est la solution de la fierté de la dignité, de l'honneur. Mais que deviendraient notre fierté, notre honneur, s'il nous fallait remettre les destinées du Québec libre entre les mains d'incompétents et d'irresponsables qui iraient montrer — et à la face du monde, cette fois — qu'ils n'ont jamais eu à cœur les intérêts et le bien-être de notre peuple, et qui iraient compromettre après l'indépendance ce pourquoi nous luttons aujourd'hui ? Nous devons mettre le temps et les efforts qu'il faudra à réaliser l'indépendance pour en faire un succès.

Les méthodes démagogiques ont été répudiées par le R.I.N. depuis sa fondation. Nous devons continuer dans le même esprit, mais à compter d'aujourd'hui, aucun aspect de la réalité politique québécoise ne peut nous être indifférent. Ce que le comité politique nous propose, en somme, c'est de travailler dès maintenant à une véritable révolution nationale qui ne pourra se compléter que par l'indépendance et dans l'indépendance.

L'expression n'est pas trop forte si l'on se rappelle qu'il ne s'agit pas pour nous de chambarder toutes les institutions existantes, mais bien de leur faire donner ce qu'elles auraient dû donner si, pour des raisons historiques, elles n'avaient pas été détournées de leur rôle véritable.

Qui prétendra que la société dans laquelle nous vivons respecte les principes dont elle se réclame ? Nous devons travailler à revaloriser chez nous la démocratie, la politique, la religion, l'éducation, toutes les valeurs sur lesquelles repose une société vraiment humaniste. Il nous faudra nous ouvrir aux dimensions de l'homme. Voilà l'ampleur de la révolution que nous avons à accomplir, et à laquelle nous nous convions.

Nous aurons à étudier des sujets délicats, à nous prononcer sur des sujets tabous.

Lorsque le Québec sera libre, nous devons décider nous-mêmes si, dans notre société, la peine de mort devra être abolie ou maintenue. Nous ne pourrions plus laisser à Ottawa le soin de décider si nous acceptons ou non des armes nucléaires des Améri-

Politique Central du R.I.N.

QUEBEC LE 10 JUIN 1962

calins.

Lorsque le Québec sera libre, nous ne pourrions plus envoyer à Ottawa, chaque année, quelques cinquante pétitionnaires canadiens-français et catholiques demander humblement à des sénateurs protestants et anglais, de dissoudre leur mariage. Qu'en ferons-nous ?

Pouvons-nous tolérer que des parents de langue française, mais non catholiques, soient obligés d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise protestante qui respecte leur croyance ou leur incroyance, parce que nous, nous n'avons pas cette maturité ? Pouvons-nous tolérer ce crime contre la nation, tout en réclamant la liberté de la nation ?

Voilà des problèmes épineux que nous devons étudier et sur lesquels nous serons appelés à nous prononcer. Si nous n'avons pas la force de caractère nécessaire pour les aborder avec sérénité, avec confiance, on ne fera croire à personne que nous avons la maturité nécessaire pour être indépendants.

Voilà quelques-uns seulement des aspects de la réalité politique globale dont nous devons prendre conscience et que nous devons étudier au sein du R.I.N. pour faire nous-mêmes l'apprentissage du rôle que nous serons appelés à jouer en tant que citoyens d'un Etat démocratique libre et en tant qu'artisans de l'indépendance du Québec.

Vous serez donc appelés, à la fin de ce rapport, à vous prononcer sur un certain nombre de résolutions qui ont pour objet de pousser plus loin l'action du R.I.N. et d'entreprendre cette transformation nouvelle des esprits et de la société qui doit déboucher sur l'indépendance.

Voici la première de ces résolutions :

1°) — Le R.I.N., poursuivant son action de libération, s'engage à opérer une réforme profonde de notre société dans les domaines politique, économique, social et culturel.

Pour exercer une action de cette envergure, il va sans dire que le R.I.N. doit demeurer un mouvement d'éducation nationale ou, faudrait-il dire, doit devenir un mouvement d'éducation nationale. D'éducation de ses membres d'abord, d'éducation de tout le peuple ensuite et cela, dans tous les domaines. C'est dire que nous avons un travail acharné d'étude à accomplir. Ce travail est indispensable si nous voulons être nous-mêmes les artisans de l'indépendance du Québec. Voici donc la deuxième résolution

tion que nous vous proposons :

2°) — Le R.I.N. doit poursuivre, en l'accentuant sa tâche d'éducation nationale, auprès de ses membres d'abord et auprès du public.

Et voici la troisième résolution :

3°) — Le R.I.N. doit étudier tous les problèmes de la société québécoise, repenser les structures de la démocratie et il doit élaborer un programme politique national pour résoudre ces problèmes, afin d'être prêt à une action politique directe, lorsque cette action deviendra nécessaire.

Il s'agit donc pour nous, après avoir étudié les problèmes de notre société, de leur trouver des solutions en nous inspirant de certains principes que nous devons préciser, et d'en faire un programme que nous proposerons au peuple pour réaliser l'indépendance et pour régir le Québec libre, lorsque l'indépendance sera faite.

Il ne saurait être question pour nous de nous déclarer parti politique avant d'avoir élaboré une pensée et un programme politique.

Mais il nous semble inadmissible que le R.I.N., après avoir lancé le peuple sur la voie de l'indépendance, se lave les mains de cette aventure et laisse à d'autres le soin de la pousser jusqu'au bout.

Nous devons nous-mêmes prendre l'initiative de ce grand mouvement populaire qui doit aboutir à l'indépendance et rallier toutes les bonnes volontés à notre cause. C'est de cette façon seulement que le R.I.N. aura mérité son nom de Rassemblement pour l'Indépendance Nationale.

Nous vous proposons donc, comme quatrième résolution, ce qui suit :

4°) — Le R.I.N. entend réaliser l'indépendance, d'après une pensée définie; par conséquent, il refuse toute fusion avec d'autres mouvements et ne peut s'en remettre à aucun parti existant pour réaliser ses objectifs.

Une telle résolution n'exclut pas, bien entendu, une action concertée avec un autre mouvement sur un point particulier, ni même que le R.I.N. appuie une mesure qu'un parti existant préconiserait s'il s'agissait d'une nécessité immédiate dans un domaine particulier. Mais l'indépendance doit devenir "notre" affaire, de telle sorte que ce soit nous qui la fassions éventuellement.

Voilà donc les quatre résolutions de base qui

doivent orienter l'action du R.I.N. dans une voie nouvelle. Si vous les adoptez, cela signifiera que vous ne vous contenterez plus de convaincre les Québécois qu'ils devraient être indépendants, mais que vous vous engagez à travailler dès aujourd'hui à faire l'indépendance, que vous assumez dès aujourd'hui vos obligations à titre de futurs citoyens du Québec Libre.

La Confédération a dépouillé le Gouvernement du Québec de tout pouvoir politique véritable. Le pouvoir politique, à Québec comme à Ottawa, a été systématiquement exercé au détriment du bien-être général de la nation québécoise qu'il était tenu de favoriser, et contre les valeurs culturelles qui identifient la nation. Dans les domaines de l'éducation, de la langue, de l'enseignement universitaire, l'Etat a négligé ses devoirs envers elle. Dans notre démocratie à l'anglo-américaine, le pouvoir politique est systématiquement asservi aux intérêts économiques qui, chez nous, sont en réalité des intérêts particuliers anglo-américains.

Nous croyons en la primauté du pouvoir politique sur la puissance de l'argent et ce pouvoir doit être mis au service de la nation. Nous devons donc exiger, dès maintenant, le rapatriement de tout le pouvoir politique à Québec.

Vous avez compris, de tout ce qui précède, que cette étude et cette action d'éducation sur les masses sont destinées, éventuellement, à déboucher sur l'action politique; si nous acceptons de réaliser nous-mêmes l'indépendance, c'est dès maintenant qu'il nous faut songer à une action politique possible. Nous vous proposons donc comme dernière résolution :

5°) — Afin de rapatrier tout le pouvoir politique au Québec et afin d'être en mesure d'appliquer ses solutions aux problèmes de la nation, le R.I.N. doit, dès maintenant, préparer les cadres d'un éventuel parti politique.

Que le R.I.N. lui-même devienne éventuellement ce parti politique, ou que le parti soit une émanation du R.I.N., c'est vous qui en déciderez. Mais de cette façon, nous serons assurés que les politiciens qui réaliseront l'indépendance auront été formés à notre école, car seul le R.I.N. pense la politique québécoise en fonction de l'indépendance, seul il offre des garanties de réaliser au Québec cette société française, libre, démocratique et humaniste dans laquelle nous voulons vivre demain.

SI VOUS LISEZ LES JOURNAUX... AVEZ-VOUS LU CE QUI SUIT?

BONNES NOUVELLES ?

"A L'EST ET A L'OUEST, BONNES NOUVELLES !

Depuis quelques mois, nous sont parvenues, de diverses parties du pays, des nouvelles qui dénotent un réel progrès de la cause de l'éducation française en dehors de la province de Québec". (LE DEVOIR, Claude RYAN, 12 septembre 1962, page 4).

"LE PATRON NE VEUT PAS DE FRANÇAIS . . ."

Quand les négociateurs du syndicat se sont présentés hier chez le patron, ils se sont trouvés vis-à-vis cinq interlocuteurs ne parlant que l'anglais.

Les représentants syndicaux ont demandé à négocier en français puisque tous ne parlaient pas couramment l'anglais, mais la direction de la compagnie a refusé. Ils ont alors offert d'accommoder la compagnie et de poursuivre les négociations en anglais, à condition que le texte officiel de l'entente qui interviendrait soit rédigée en français ou, tout au moins, dans les deux langues. La compagnie a de nouveau opposé son refus, provoquant la rupture des pourparlers.

Le syndicat groupe les 65 employés de la Ralston-Purina, filiale d'une compagnie américaine". (LE DEVOIR, 12 septembre 1962, page 1).

"SSJB : INSULTE AUX CANADIENS FRANÇAIS, AUX POSTES DE QUEBEC"

QUEBEC — La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec a qualifié "d'impair impardonnable" et d'insulte non seulement aux postiers, mais à toute la population de Québec la décision du ministère des postes de déléguer deux fonctionnaires unilingues anglais pour procéder à la reclassification de ses employés de la ville et du district.

Les dirigeants de la société patriotique violent dans le geste d'Ottawa une ignorance "délibérée" du Québec, ils allèguent que la très grande majorité, sinon la totalité des employés des postes de la région, sont des Canadiens de langue française". (LE DEVOIR, 12 septembre 1962, page 3).

"LA BATAILLE DU FRANÇAIS AU CANADA"

SHERBROOKE — Le gouverneur général, M. Georges Vanier, a déclaré hier, que "la bataille pour conserver le français parlé au Canada a été gagnée". (LE DEVOIR, 12 septembre 1962, page 14).

P.S. — "Des parents font la grève contre la fermeture d'une classe bilingue à Toronto". (LE DEVOIR, 13 septembre 1962, page 3).

POLITIQUE DE GRANDEUR

La Commission des écoles catholiques de Montréal a annoncé qu'elle a abandonné son projet d'établir des écoles trilingues pour les Néo-Canadiens cette année. Le projet avait pour but de faire connaître la culture française aux jeunes Néo-Canadiens.

LA BELLE . . . DE L'AUTRE PROVINCE

"La belle province de Québec" a ouvert dernièrement au Reine Elisabeth, un comptoir d'accueil aux touristes. M. Lionel Bertrand, secrétaire de la province et responsable du Tourisme au Parlement de Québec, a fait appel à une Miss FITZGERALD, "une excellente bilingue originaire de Toronto" pour recevoir nos touristes.

A PROPOS D'OBLIGATIONS

Pendant son séjour à Victoria pour la conférence des premiers ministres provinciaux, M. Jean LESAGE a dit que le Québec pourrait bien émettre prochainement des obligations d'épargne, comme le font déjà certaines provinces à l'instar du Gouvernement fédéral.

Voici ce qu'écrivait M. Paul SAURIOL, dans Le Devoir du 10 août, à propos des obligations d'épargne fédérales: "Ces emprunts annuels d'Ottawa sont une excellente formule pour stimuler la vertu d'économie, mais pour nous, elles présentent le grave inconvénient de confier ces sommes importantes à la majorité anglophone du pays".

MOT POUR RIEN

"Un relevé effectué auprès des touristes par l'Office provincial du Tourisme indique sans équivoque que c'est l'aspect français que les touristes ont le mieux aimé e leur séjour dans la province". (La Presse, 17 août p. 33).

LE QUEBEC A SA JUSTE PART

20.000 écoliers canadiens-français et catholiques sont privés de locaux convenables

E SEPARATISME EST MORT (FIN)

Il en encensant, comme le dit nos "ralliés", un Canada bilingue et biculturel? Non, les Québécois ne prennent plus ces vessies pour des urnes. Nous vivons au Québec le crépuscule de toute cette mythologie, et c'est un autre signe à nos yeux que le Québec est mûr pour l'indépendance.

Nous luttons pour la nation québécoise tout entière, comme pour chaque citoyen québécois, car nous sommes persuadés que notre nation a un droit inaliénable à vivre sa destinée politique jusqu'au bout — comme l'individu sa destinée personnelle — et qu'il n'appartient pas à quelque journaliste de venir statuer que chez nous au Québec toute aspiration à l'indépendance est morte et qu'on peut y applaudir des deux mains.

LA STATU QUOSE AIGUE

Que peut-on ajouter au sujet de la "séparatisme aigue" dont parlait M. Pelletier dans La Presse du 25 août, et avec beaucoup moins de respect pour les

faits qu'il choisit avec art afin de rendre la réalité plus conforme à sa thèse. Faudrait-il reproduire ici tous les arguments qui justifiaient le R.I.N. de défendre l'indépendance tout court pendant un an et demi, afin de porter le problème à l'attention du public sans susciter dans son esprit la confusion que n'aurait manqué de produire une prise de position sur un programme politique complet? Qui trouvera la formule qui fera comprendre à ces gens que l'indépendance du Québec est une idée à laquelle on peut adhérer en soi comme objectif politique valable, même si, inévitablement, celui qui pousse sa réflexion plus loin ne pourra s'empêcher de souhaiter également une forme particulière d'indépendance? C'est l'histoire même du R.I.N. depuis sa fondation. Mais M. Pelletier ne lit pas les journaux, même pas La Presse, semble-t-il. Il nous laisse cependant cette savoureuse définition de la "séparatisme aigue": "maladie grave du sens politique. Symptôme principal: s'attacher

uniquement à la forme des choses, aux mots, aux drapeaux, aux symboles, cependant qu'on abandonne aux autres... l'action sur des réalités concrètes". Nous n'aurions pas pu diagnostiquer avec plus de talent la "statu quose" aigue: maladie grave du sens politique. Symptôme principal: s'attacher uniquement à la forme des choses (par ex. réclamer la modification de la constitution "canadienne"), aux mots (préconiser la Démocratie tout en appuyant un régime antidémocratique; prôner un Etat plurinational, bilingue et biculturel ou, de fait, le Canadien français seul est "plurinational", bilingue et biculturel), aux drapeaux (là alors, quelle gaffe!), aux symboles (chèques bilingues), cependant qu'on abandonne aux autres (aux partisans de l'indépendance) l'action sur les réalités concrètes (tous les leviers du véritable pouvoir politique qu'Ottawa détient et utilise à notre détriment).

Il y a dans ces deux éditoriaux une illustration de la tragédie de certains Canadiens français qui

à la rentée des classes. Les commissions scolaires anglo-protestantes avouent ne pas avoir de tels problèmes.

HUMOUR NOIR

"Pour réaliser l'unité nationale, le Canada anglais devra faire un grand effort!" (Jean LESAGE).

DECOLONISATION

Depuis 1945, quinze pays ont perdu leur empire. Reste encore le Canada anglais et son empire du Québec.

PROPHETIE

"D'ici dix ans, d'incroyables bouleversements auront notre pays pour théâtre, notamment on verra le Québec poser des gestes étonnants et prendre des initiatives hasardeuses (Roger CHAMPOUX, La Presse, 6 septembre, p. 4)

LE MORT SERA AUSSI DES ETATS GENERAUX

Les journaux nous ont appris que la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec se propose de convoquer les Etats Généraux du Canada français en octobre 1963. Le R.I.N. veut assurer la Fédération de son entier appui et l'informer de sa présence à ces importantes assises.

Les organisateurs doivent donc s'attendre à ce qu'il soit question de l'indépendance du Québec lors de ces rencontres.

LE QUEBEC A SA JUSTE PART

Extrait d'un excellent article d'Hervé LEPINE, paru dans La Patrie du 19 juillet sous le titre Les huiles ont centralisé toute leur comptabilité du Canada à Toronto. "La plupart des compagnies dont le siège social est à Toronto, ont centralisé les services de leurs bureaux de comptabilité, mais non au bénéfice des employés de Montréal. C'est la ville de Toronto qui voit ainsi de nouveaux emplois mis à la disposition de ses citoyens".

Et ailleurs: "C'est malheureux de devoir le dire, mais c'est vrai. Si le Québec n'était pas une province à succursales, nos concitoyens qui travaillent pour la majorité de ces grosses compagnies américaines, ne seraient pas ainsi exposés à l'insécurité et à la fatalité. Et ceci durera tant que le Québec sera l'esclave de l'économie américaine".

L'AVENIR DU CANADA FRANCAIS

"Les difficultés économiques qui montent à l'horizon canadien peuvent amener une crise politique où la tentation de l'annexion aux Etats-Unis deviendrait encore plus forte qu'elle le fut au siècle dernier" (Paul SAURIOL, Le Devoir, 21 août).

ECOLE DE DENATIONALISATION

Lu dans Le Petit Journal de M. Jean-Charles HARVEY (Pourquoi je suis anti-séparatiste) en date du 26 août, p. A-18 au sujet des 1500 cadets de la province de Québec qui ont séjourné au camp militaire de Farnham, au Québec.

"Campant sous la tente, dans une atmosphère saine, les cadets ont reçu un entraînement qui leur a enseigné l'obéissance à l'autorité constituée, la propreté morale, l'élégance dans les manières et le vêtement, le respect des symboles de la démocratie et la fierté en nos institutions nationales". (Les soulignés sont de nous).

Le journal de M. HARVEY n'a pas précisé ce qu'il entendait par autorité constituée, symboles de la démocratie et institutions nationales.

GRANDEUR ET DECADENCE

Le conseil de ville de Baie-Comeau vient de décider que les contrats qui lui seront soumis à l'avenir devront être rédigés en français.

Le Conseil Législatif de la province de Québec a refusé à la Ville de Saint-Jean le droit de ne porter que son nom français.

DECOLONISATION

Depuis le premier juillet, cinq pays ont accédé à l'indépendance: l'Algérie, le Rwanda, le Burundi, la Jamaïque et Trinitad-Tobago.

Mercredi 15 août 1962, la reine d'Angleterre s'est choisi un nouveau drapeau pour ses visites au Canada.

ABONNEZ-VOUS

A

"L'Indépendance"

LA REDACTION

INVITATION AUX ANNONCEURS

L'INDEPENDANCE adresse une invitation aux hommes d'affaires et aux professionnels qui voudraient annoncer dans ce journal. Bien que présentement mensuel, L'INDEPENDANCE est quand même un excellent moyen de publicité. Les intéressés sont priés de communiquer avec L'INDEPENDANCE, secrétariat du R.I.N., 2157, rue Mackay, Montréal ou d'envoyer simplement leur carte d'affaires. Ils recevront par la poste la liste des tarifs.

DEMOCRATIE A LA "CANADIAN"

Après avoir laissé en terre européenne des milliers de leurs compatriotes tombés aux champs de bataille des deux guerres mondiales, les Canadiens français ont enfin réussi à faire ériger un monument avec dédicace française en Europe. On sait qu'avant la cérémonie commémorative, le 19 août dernier, de la bataille de Dieppe, aucun monument militaire canadien ne portait une inscription française. Tel n'est plus le cas maintenant, car on pourra désormais lire sur le tombeau de Dieppe "A la mémoire de ceux qui, partis du Canada, ont versé leur sang sur la terre de France, en combattant sous la bannière d'un régiment canadien-français".

Vous croyez qu'Ottawa a voulu enfin corriger cette anomalie et donner aux morts canadiens-français ce qu'il aurait dû leur donner au lendemain de la guerre de 1914-1918. Et bien non. En plus d'avoir payé pour les monuments à unique inscription anglaise, les Canadiens français ont dû payer de leur propre poche le monument à inscription française de Dieppe. C'est La Presse du 18 août dernier, qui nous l'apprend en page 21: "C'est à titre privé, comme Association des Fusiliers Mont-Royal, que le régiment érige ce monument. Cela a été rendu possible grâce à une souscription chez les membres actuels et anciens du régiment, chez leurs amis ainsi qu'à la collaboration financière du gouvernement provincial".

Et les anciens combattants canadiens des trois armées réunies en congrès à Winnipeg le mois dernier ont adopté une résolution selon laquelle le "Red Ensign" comme drapeau officiel du Canada et demandent au gouvernement d'Ottawa de le déclarer tel.

Sur 1500 soldats canadiens morts à Dieppe, 600 étaient canadiens-français.

D'après la compilation du vote populaire des élections du 18 juin, les Libéraux ont reçu 4315 voix de plus que les Conservateurs et les Conservateurs ont quand même fait élire 16 députés de plus que les Libéraux.

Rappelons que M. Marcel CHAPUT a, à plusieurs reprises, accusé le gouvernement LESAGE d'être dirigé par le ministre George MARLER, représentant de la haute finance. M. CHAPUT n'est pas le seul à voir en George MARLER l'émancipation grise du gouvernement de Québec, puisque M. Roméo MATHIEU, président du Conseil provincial du N.P.D., a, le 28 août dernier, parlé des "influences occultes des MARLER et des financiers de la rue Saint-Jacques" auprès du gouvernement LESAGE, et que dans La Patrie du 23 août, M. Pierre CHALOUET écrivait: "M. le président (J.A. FULLER de la Shawinigan) sait que le premier ministre LESAGE est ministre des finances en titre de la province, mais en titre seulement, puisque c'est M. MARLER qui tient les cordons de la bourse. C'est M. MARLER qui fait le lien entre l'Etat québécois actuel et la rue Saint-Jacques".

A Ottawa, la haute finance anglo-américaine a son McCUTCHEON: à Québec elle a son George MARLER.

Lu dans les journaux à propos des doléances de la Fédération des Auteurs et des Artistes auprès du Bureau des Gouverneurs de la Radiodiffusion: "M. Pierre BOUCHER, secrétaire de la P.A.C. a ajouté qu'il n'est pas étonnant de voir cette discrimination ethnique quand le bureau directeur des relations Industrielles et des relations avec les artistes se compose de M. Clive MCKEE, directeur général, qui ne connaît pas un trait de mot de français, de M. C.T. KELLY, directeur des relations Industrielles, qui ne connaît pas plus le français que le premier, et de M. Oliver HENRY, directeur des relations avec les artistes, qui le comprend lentement, l'écrit avec réflexion et le parle très doucement".

"Comme l'a si bien dit M. René LEVESQUE, de conclure M. BOUCHER, en haut à Radio-Canada, il n'y a plus que la C.B.C."

Entrevue de Joseph Costisella avec Peter Newman, correspondant à Ottawa du Maclean's Magazine, né en Autriche, en 1929, venu au Canada avec sa famille en 1940.

"Qu'est-ce qui vous a attiré au Canada ?

M. Newman — Le désir de trouver une nouvelle patrie dans un pays libre. Ma famille et moi, nous avons trouvé cette liberté au Canada."

Est-ce que cette liberté existe autant pour les Canadiens français que pour les Canadiens anglais ?

M. Newman — J'ai toujours vécu en Ontario. Non, dans l'Ontario, les Canadiens français n'ont pas la même liberté, ou plutôt ils n'ont pas les mêmes chances dans la vie. Et c'est dommage. Parce que, s'ils veulent élever leur niveau social, leurs enfants doivent changer de culture". (Le Droit, Ottawa, Ont. 23 juillet 1962).

LE QUEBEC A SA JUSTE PART

Un récent bulletin du Bureau Fédéral de la Statistique nous apprend que le nombre des chômeurs au Canada a augmenté de 7,000 entre la mi-juin et la mi-juillet. De cette augmentation, 4,000, soit 57 p. 100 sont du Québec. Comme la population du Québec représente 23 p. 100 de la population du Canada, le Québec compte donc, proportion gardée, 2 chômeurs pour chaque chômeur des neuf autres provinces.

QUEBEC, PAYS OCCUPE

C'est d'ailleurs le sous-titre qu'a donné à son article M. Roland GIRARD, collaborateur au journal franco-américain Le Travailleur, de Worcester, Mass. en date du 30 août, au sujet de la Conférence nationale sur l'expansion industrielle convoquée par M. Georges HES, ministre du Commerce du Canada, article dont voici un extrait:

"C'est dire que sept personnalités anglo-canadiennes guideront l'étude des problèmes inhérents à l'expansion industrielle du pays. Les Canadiens français seront représentés par quelques placiers, j'en suis sûr. N'est-ce pas exactement la tactique adoptée par un conquérant, lorsqu'il se décide d'industrialiser un pays occupé?"

Et M. Laurent LAUZIER, critique financier de La Presse écrivait, le 6 septembre en page 46, sur le même sujet: "En matière de politique commerciale, la collaboration entre les deux principaux groupes ethniques du pays est loin d'être en progrès et surtout de tendre à l'unité d'action. Au contraire, en ce domaine, on doit se demander si Québec fait toujours partie de la Confédération".

SAVIEZ-VOUS QUE...

"A notre arrivée nous avions arboré le drapeau fleurdelisé, drapeau de notre société et en même temps celui de la Province de Québec. A la fin de la Journée nous venions de descendre notre drapeau quand un agent de la gendarmerie est arrivé en vitesse nous avertir qu'il était défendu d'arborer notre drapeau dans un parc fédéral, même si ce parc est situé dans la province de Québec" (Extrait d'une lettre ouverte de la société St-Jean-Baptiste de St-Médard-de-Deschênes, au Québec, adressée au journal La Tribune De Hull, 5 septembre, p. 3).

QUEBEC, COLONIE D'OTTAWA

Extrait du discours du R.P. Richard ARES, s.j. aux Semaines Sociales du Canada, tiré du Devoir du 24 août, p. 3: "...mais tout notre environnement et presque notre milieu, dominé qu'il est économiquement et politiquement..."

Dominé économiquement, nous le savions tous depuis longtemps, mais politiquement dominé, le R.I.N. aime l'entendre dire d'une source aussi autorisée.

MONTREAL, 20 ET 21 OCTOBRE

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DU R.I.N.

La langue française à l'O.N.U.

Vingt-quatre Etats membres, se servent uniquement de la langue française.

Ces Etats sont les suivants: France, Belgique, Luxembourg, Haïti, Maroc, Tunisie, Cambodge, Laos, Guinée, Mali, Sénégal, les quatre Etats de l'entente, les quatre de l'ex-A.E.F., Cameroun, Togo, Madagascar, Mauritanie, Congo (Léopoldville).

Une douzaine d'autres utilisent ordinairement ou très souvent la lan-

gue française. Enfin, il existe des cas plus épisodiques, par exemple ceux du Canada, du Portugal, etc...

En moyenne, 35 délégations sur 103 emploient la langue française.

Celle-ci, dans ces conditions, arrive bien avant le russe, qui n'est guère employé que par trois ou quatre délégations, et l'espagnol, auquel sont fidèles 18 autres. L'anglais ne la distance plus que d'une dizaine de longueurs.

(La Presse, 6 décembre 1961)

Le R.I.N. à la TV

Samedi, le 29 septembre à 6 heures 45, le R.I.N. commencera sa série d'émissions hebdomadaires à la télévision. Le R.I.N. n'ayant pas, comme les partis politiques, les moyens financiers de louer tout le réseau, se présentera d'abord à un seul poste, CFCM - TV de la ville de Québec. M. Marcel CHAPUT, président général du R.I.N., sera l'invité aux trois premières de cette série de 26 émissions.

TIRAGES

Le numéro de CITE LIBRE contre le séparatisme a tiré à 9,500 exemplaires, le plus fort tirage de toute l'existence de la revue.

"POURQUOI JE SUIS SEPARATISTE", a tiré à 35,000 le plus fort tirage de l'édition française au Canada après les Insolences du Frère Untel.

(ECRIRE LISIABLEMENT S.V.P.)

Bulletin d'Inscription au R.I.N.

JE DESIRE M'INSCRIRE AU R.I.N. COMME

Membre militant ☐ (\$12.00 / AN)
Membre actif, ou ☐ (\$12.00 / AN)
Membre sympathisant ☐ (\$ 2.00 / AN)

NOM

ADRESSE

TELEPHONE

Profession ou Métier

DECOUPEZ OU COPIEZ CE BULLETIN

ET ADRESSEZ-LE A R.I.N.

2157, RUE MACKAY, MONTREAL

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'INDEPENDANCE

CI-JOINT UN DOLLAR POUR DOUZE NUMEROS DE L'INDEPENDANCE

NOM

ADRESSE

PROFESSION OU METIER

(ECRIRE LISIABLEMENT S.V.P.)

DECOUPEZ OU COPIEZ CE BULLETIN ET ADRESSEZ-LE A L'INDEPENDANCE 2157, RUE MACKAY, MONTREAL

QUEBEC, PIERRE ANGULAIRE DES relations commerciales de l'OCCIDENT

LE MONDE A LES YEUX SUR NOUS

Nous reproduisons, à cause de son importance, un texte tiré et reproduit par LA PRESSE du 13 août dernier en page 17: Il est difficile de trouver un écrit qui, mieux que celui-ci, démontre l'importance économique du Québec.

Allons-nous nous décider à placer une partie de nos épargnes dans les exploitations minières de la province de Québec? C'est la question que se posent de nombreuses personnes. C'est la question que tout le monde devrait se poser. Pourquoi? Parce que l'expansion que les économistes les plus éminents s'accordent à prédire pour le Québec est des plus prometteuses. Mais une telle réalisation ne peut pas se faire tout seule: il faut des investissements à long terme. En effet, lorsqu'une nation ne croit pas en son propre avenir, elle ne peut que régresser. Il faut donc bâtir pour plus tard. Et ceux qui en définitive tireront les bénéfices d'une telle mise en valeur, et en l'occurrence il ne peut s'agir que de la population québécoise, sont ceux-là même qui sauront l'engendrer. Il ne s'agit pas de se lancer à la légère dans ce qui ne doit pas être une aventure: un tel projet doit être entrepris en toute connaissance de cause, après mûre réflexion. Un tel projet doit être fondé sur une évaluation saine et une étude approfondie des mécanismes de financement et, également, sur l'application des principes les plus modernes d'organisation de l'entreprise.

Qu'il y ait risque, cela, personne ne le conteste. Mais encore une fois il s'agit de savoir si nous avons confiance en notre avenir et en nos possibilités. Si tel est le cas, et cela constitue plus une nécessité vitale et inébranlable qu'un choix sur lequel l'on peut se pencher éventuellement avec désinvolture et nonchalance, la formule est simple dans ses grandes lignes si elle se complique dans ses applications pratiques. Nous voulons parler du financement populaire par le truchement d'actions ou de titres de propriété. Un tel financement présente deux aspects: il rend cette portion réfléchie de la nation, celle qui épargne, maîtresse et bénéficiaire des ressources qui l'entourent et, par ailleurs, il offre aux entreprises qui vont de l'avant la possibilité de faire preuve d'une expansion dont il serait difficile de prédire l'ampleur.

Les impératifs de la confiance De nouvelles entreprises naissent chaque jour dans notre province.

On prévoit également l'établissement chez nous de grands complexes industriels lesquels seront à l'origine de la création d'un grand nombre d'industries secondaires. Il faut également garder présentes à l'esprit les conditions géographiques propres au Québec: notre province, à cause de son emplacement et de la présence de l'arrière vitale que constitue le Saint-Laurent, doit inévitablement devenir d'une manière toujours plus prononcée à la fois un lieu de

rencontre, une tête de pont et un centre industriel. C'est ici que le Canada sera amené à localiser ses grandes activités économiques. Ce sera la plaque tournante de l'économie atlantique, entre la région hautement industrialisée des Grands Lacs et les ensembles industriels de l'Europe du nord-est. Les entreprises du Québec jouiront alors de la possibilité de ventiler alternativement ou concurremment leurs productions vers l'ouest, vers les États-Unis ou vers le Marché Commun. Cette position centrale situe la situation avantageuse dont nous dispose la géographie économique québécoise justifie le rôle primordial que notre province va être amenée à jouer sur le plan fédéral chaque fois qu'il sera question de nos relations commerciales internationales.

Comment ne pas avoir confiance en l'avenir du Québec alors que les impératifs géologique, géographique, économique et historique désignent irréfutablement cette province comme la pierre angulaire et l'articulation nécessaire des relations commerciales de l'Occident. Si l'on s'en tient aux leçons de l'histoire, il ne nous manque aucun des éléments nécessaires à une expansion économique. Il semble bien que nous en soyons même abondamment pourvus. Que nous manque-t-il donc dans ce cas? Ce qui paraît survenir nous manque jusqu'à présent semble bien être en fait la réalisation de nos possibilités, la prise de conscience collective des avantages inhérents à notre situation, lesquels, par une mystification voulue, subtile ou héritée, ne semblaient pas évidents. L'ignorance de l'existence de ces avantages, leur absence apparente, avait rendu la conscience de la nation pratiquement exsangue en lui refusant l'ingrédient essentiel de la réussite: la confiance.

Une prise de conscience

La confiance ne semblait donc pas constituer jusqu'à présent l'une des caractéristiques principales de la scène québécoise. La confiance, pas plus que le progrès qui en est le produit, ne surgit par miracle, grâce à une mystérieuse génération spontanée: la confiance s'édifie, se matérialise par un processus extrêmement lent, dont le déroulement peut s'étendre sur de longues périodes.

La confiance, comme les investissements productifs, est une opération à long terme. Son départ, son étincelle créatrice provient, du souffle vital que déclenche la prise de conscience, la révélation

Tel l'aimant

Or l'une de ces réalités les plus manifestes, lorsqu'on se tourne spécifiquement vers le problème de l'industrialisation du Canada, est la nécessité inéluctable, que ce soit en ce moment ou pour les années à venir, de suppléer à l'insuffisance de nos possibilités domestiques de financement par l'apport de capitaux étrangers. C'est en fait dans cette direction que nos politiques économiques fédérale et provinciale se sont engagées depuis

plusieurs années.

Les sommes requises sont importantes. Les énormes montants qu'elles représentent justifient la participation étrangère. Mais cette participation éventuelle ou effective ne doit pas nous conduire à nous reposer uniquement sur elle, comme ce fut le cas en général par le passé. Il nous faut également compter sur nous-mêmes. Il faut que nous nous rendions compte que notre intérêt, à court ou à long échéance, consiste à participer beaucoup plus activement à la marche de nos entreprises.

Nous avons atteint un tournant de notre histoire: c'est à nous qu'il appartient d'affermir notre système, de lui insuffler une nouvelle vitalité dont le dynamisme saura alors agir comme un aimant sur le capital étranger et tout particulièrement sur celui des pays francophones d'Europe si près de nous non seulement par leur art de vivre mais aussi grâce aux communications modernes, dans l'espace. Cette collaboration sera d'autant plus fructueuse que nous, dans le Québec, saurons faire preuve de cette confiance, indispensable lorsque l'on vise à une saine et vigoureuse expansion économique; et cette confiance ne se fera que si notre population et nos institutions décident finalement de participer, sur une base collective comme sur une base individuelle, à l'essor industriel, commercial et financier de notre province. Sans cette participation, sans un acte de confiance de nous-mêmes en notre avenir, on ne peut pas s'attendre que l'étranger, qui connaît peut-être chez lui ou dans d'autres pays des possibilités intéressantes de placement, vienne s'intéresser à notre développement.

C'est la confiance domestique qui engendrera la confiance étrangère. Le contraire ne se produira pas. Si nous ne voulons pas perdre plus de temps, il nous faut agir rapidement. La France, par exemple, va procéder au lancement de son Plan IV. Il nous faut, à nous, un plan d'ensemble semblable, librement consenti, déterminé en dehors de toute influence politique, visant les objectifs à long terme. Il nous faut également un programme d'éducation financière, ample et vaste, à l'échelle de l'avenir de la province et non de la situation actuelle: un programme qui saura et devra intéresser toutes les couches de notre société, de ce fameux "milieu" canadien-français, si difficile à appréhender parce qu'aux aspects si multiples; un programme qui sera durable parce que basé sur un raisonnement rigoureux sur une froide évaluation des conditions et des besoins; un programme qui, en définitive, saura promouvoir la confiance dans notre système libre, dans nos entreprises et dans l'avenir.

La campagne des bourses

Les bourses montréalaises, dans la mesure de leurs moyens, sont décidées à apporter leur contribution à la réalisation d'un tel programme d'éducation. Elles lance-

Depuis 1760 le Canada français a disparu de la mappemonde. Réduit à l'état de "Province de Québec" il est noyé, sur les cartes et dans les dictionnaires, dans la grande tache rouge ou bleue du "Dominion of Canada". Mais depuis quelque temps, l'activité des mouvements nationalistes et particulièrement du R.I.N. commence à avoir un retentissement international. Tout récemment, en mai dernier, la revue "L'année politique et économique" de Paris publiait un article de Jacques Caulais intitulé "L'heure du Canada français". Nous ne pouvons pas résister au plaisir d'en citer quelques extraits:

"La presse canadienne d'expression française publie pratiquement chaque jour une abondante correspondance où s'échangent, sur un ton parfois assez vif, les arguments pour et contre le "séparatisme". Ce mot effarouche ou irrite bon nombre de gens... La discussion sur les idées est beaucoup moins acharnée: on le comprend sans peine: quelle raison valable, pour un Canadien-français, de s'opposer à ce programme de confiance en soi et de restauration de dignité ?

... Si le mouvement séparatiste parvenait, pour commencer, à redonner au partenaire français de la grande canadienne la place qui se doit être conjointe, et qu'il mérite de plus en plus, il aurait déjà assaini une situation fautive et rendu service au Canada tout entier. Mais il est à penser qu'il apportera davantage: à savoir la présence - au sein de ce continent nord-américain livré au culte envahissant du bien-être matériel - d'une poignée grandissante d'hommes pour qui la vie a d'autres valeurs que ce qui s'achète: valeur de ce qui se voit, par la beauté de l'urbanisme, de ce qui se pense et s'écrit, par la culture, et même de ce qui se songe, par l'idéalisme: bref, la présence d'un dernier carré de l'humanisme."

A son tour "Le Monde" de Paris, publiait en juin-juillet dernier une série d'excellents reportages de Claude Julien: "Le Québec émerge du passé". Le troisième de ces articles, intitulé "Le Canada existe-t-il?" était entièrement consacré à l'indépendance et relayait une entrevue avec un des dirigeants du R.I.N. Voici quelques-unes des conclusions de M. Julien:

"A les écouter (les séparatistes) on ne peut douter qu'ils aient l'intention d'aller jusqu'au bout de leur raisonnement. E c'est bien cela qui inquiète les Canadiens-anglais, les obligent à rouvrir un dossier qu'ils ont eu le tort de négliger. Leur indifférence passée à l'égard de la minorité francophone a exacerbé une sensibilité à vif, faisant germer les aspirations à la sécession. Leur seule réponse au séparatisme ne peut être que de faire aux Canadiens-français la place qui leur est due. Et les maigres progrès enregistrés en ce sens sont jusqu'à présent notoirement insuffisants.

... M. Lesage a pourtant dit, en insistant sur les mots, que les Canadiens-français veulent être traités en égaux. Il ne semble pas que ce terme ait reçu une définition concrète. Or les actes pèsent plus lourd que les paroles, surtout pour des Anglais, peu sensibles aux subtilités de la rhétorique.

Au Mexique, on trouvait cet été dans la revue "Foy" un long reportage illustré sur le séparatisme québécois, comprenant une entrevue avec M. Marcel Chaput. Le 29 août, le quotidien "Novedades" de Mexico, publiait le premier d'une série de trois articles de Jean Sarfaty, intitulé "Barruntos de independencia en el Canada francés" (Rumeurs d'indépendance au Canada français). L'article commence en ces termes:

"Il ne s'agit pas, à vrai dire, de simples rumeurs mais bien plutôt d'une explosion d'ardent enthousiasme qui depuis quelques mois, sans même que nous le soupçonnions, balaye cette province géante qu'est le Canada français."

... et il se termine ainsi:

"Les observateurs les plus impartiaux et les moins prédisposés à l'admettre sont d'accord pour déclarer que jamais le mouvement séparatiste n'a connu, jusqu'à présent, une telle ampleur. ... La libération nationale du Canada français est un fait. Elle a déjà commencé."

Qu'y a-t-il à ajouter, sinon qu'à l'heure actuelle où les regards du monde commencent à se tourner vers nous, tous les Canadiens français et particulièrement les membres du R.I.N. doivent comprendre pleinement la solidarité qui les unit et conjuguer leurs efforts en vue de la libération définitive de leur nation.

Le Service international du R.I.N.

ront à l'automne prochain ont contactés.

La grande campagne de vulgarisation financière au cours de laquelle tous les centres de la province seront visités. Dans le cadre de cette campagne il sera fait appel notamment aux Chambres de commerce et aux associations professionnelles et d'affaires par le truchement desquelles tous les éléments actifs de notre province se-

ront contactés. Les heures montréalaises estimées que cette initiative ne pourra que galvaniser notre prise de conscience, raffermir notre confiance et contribuer éventuellement à catalyser l'intérêt que portent nos amis étrangers aux possibilités offertes par une mise en valeur et une gestion rationnelle de nos ressources.